



CONTRIBUTION DU SAEP À LA CONSULTATION PUBLIQUE DE L'ARCEP

Sur l'accord interprofessionnel sur les règles d'assortiment et de détermination des quantités servies.

L'accord interprofessionnel prévoit en l'état que des conditions d'assortiment équivalentes doivent s'appliquer aux titres CPPAP non-IPG comme aux titres non CPPAP.

En l'état de la loi, cette disposition est illicite.

L'accord interprofessionnel prévoit qu'au cas où l'assortiment ne serait pas appliqué de la même manière aux titres CPPAP non-IPG et simultanément aux titres non CPPAP, l'accord serait nul et non avenu.

Il ressort donc clairement des dispositions de l'accord qu'aucun des acteurs l'ayant signé ne compte, dans les faits, l'appliquer.

Une telle manœuvre, dont l'élégance appelle l'admiration, n'est guère surprenante dès lors que l'histoire de l'assortiment est celle d'un désir persistant mais jamais assouvi.